

RBI késako



Le revenu de base inconditionnel sera soumis au vote du peuple le 5 juin prochain, toutefois cet enjeu est porteur de multiples débats. S'agit-il de la solution face aux inégalités sociales ou d'une utopie ? Cet article aura pour but de rendre compte des arguments émis par les politicien-ne-s lors de deux débats afin que cette votation devienne plus compréhensible pour chacun-e.¹

Le comité d'initiative « Génération RBI » propose de modifier la Constitution en présentant leur projet comme un moyen de « permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique »². Cette affirmation demande l'intervention de l'Etat dans le but de rendre possible une éventuelle égalité entre les citoyen-ne-s. Toutefois ce sujet divise les formations politiques et les prises de positions ne sont pas homogènes au sein de la gauche ni de la droite. Tous deux, comme nous le verrons, s'y opposent mais leurs raisons restent différentes. Ces avis divergents peuvent expliquer la complexité que les citoyen-ne-s éprouvent quant au regard qu'il faut porter sur cette votation. Ainsi, cet article présentera les divers arguments énoncés par les politicien-ne-s et professionnel-le-s dans le but de cerner quels sont les pour et les contre du revenu de base inconditionnel³.

Ce texte présentera deux axes principaux à travers lesquels seront exposés les arguments en faveur et défaveur de l'initiative. Premièrement, nous nous intéresserons aux conséquences du RBI, qu'elles soient positives pour certain-e-s ou négatives pour d'autres. Deuxièmement, il s'agira de définir le rapport que les individus ont avec le travail, et quels seraient les changements qu'apporterait la mise en place de ce nouveau système.

Un changement, et ses conséquences ?

Le grand changement que propose la mise en place du RBI est un revenu de 2'500 francs par adulte, 625 francs par enfant, distribué chaque mois, à chaque individu, sans condition, soit sans être lié à l'activité professionnelle. Ainsi, l'idée première est d'amener un air nouveau sur notre société capitaliste. Toutefois, cette proposition dérange. Le RBI viserait-il à améliorer ou détériorer le système dans lequel nous vivons ?

Contre : Pour les opposant-e-s à l'initiative, notre système actuel est suffisamment efficace et performant face aux autres pays, qu'aucun changement ne paraît nécessaire. Le faible taux de chômage en Suisse est un moyen de montrer que les individus bénéficient des ressources nécessaires afin de mener une vie dignement.

L'insertion du revenu de base inconditionnel générerait une étatisation de l'économie. De fait, ce nouveau système ne s'apparenterait plus au capitalisme qui semble jusqu'alors être le système ayant le mieux fonctionné. Ainsi, les individus se verraient déresponsabilisés, et dépendants de l'Etat. Mais jusqu'où ce dernier peut-il subvenir aux besoins de la population ? Si le RBI n'est pas accepté par le peuple, les opposant-e-s y voient alors la

¹ Débat Infrarouge, « Spécial votation - Un revenu pour tous même sans travailler ? », RTS, le 6 avril 2016, et « Débat sur le RBI », organisé par Alliance Sud, Lausanne, le 5 mai 2016.

² Site de la Confédération suisse, admin.ch

³ L'idée étant de laisser chacun-e libre d'établir sa propre opinion face au RBI, les arguments présentés dans l'article ne feront nullement partie de mon positionnement, mais uniquement de celui des personnes suivantes : Ralph Kunding ; coordinateur roman RBI, Lisa Mazzone ; conseillère nationale verte à Genève, Sergio Rossi ; professeur d'économie à l'université de Fribourg, Ivan Slatkine ; président de la fédération des entreprises romandes, Raymond Clottu ; conseiller national UDC à Neuchâtel, Stéphane Garelli ; professeur en HEC à l'université de Lausanne et Jean-Christophe Schwab ; conseiller national PS Vaud.

possibilité que les individus continuent à être responsables de leur vie et à s'épanouir librement.

Un des autres arguments en défaveur de l'initiative émet l'idée selon laquelle un nouveau système de redistribution des richesses ne serait pas opportun. En instaurant le RBI, c'est l'ensemble des assurances et aides sociales qui se verrait soumises au changement, or, ces institutions mêmes sont à la base du principe de redistribution, qui sous-entend aider les plus démunis grâce à une récolte de richesse commune relative au salaire des individus. Toutefois, dans le cas du RBI, son mode de financement n'est nullement expliqué, ce qui ne permet pas de prétendre à une redistribution, étant donné que tout individu recevrait le même revenu, que le salaire soit minime ou excessif.

Afin de permettre aux personnes aux revenus les plus faibles de vivre dignement, des soutiens plus ciblés tel que le salaire minimum et les bourses d'études paraissent plus efficaces et plus en phase avec le principe de redistribution des richesses.

Pour : À l'inverse, les partisans de l'initiative ne considèrent pas notre système comme le plus bénéfique, celui-ci ne permettant pas à tous les individus d'occuper une place dignement. Ils mentionnent notamment l'insertion difficile dans le monde du travail pour les jeunes, mais également la difficulté d'y rester pour les personnes plus âgées. De plus, ils notent que le faible taux de chômage peut être discuté en raison de la manière dont sont établies les statistiques : seules les personnes inscrites sont prises en compte, comprenons ainsi que les personnes étant bénéficiaires d'aide sociale, propriétaires d'une fortune ou encore celles ne s'étant pas présentées au chômage, de peur d'être stigmatisées, ne sont pas comprises dans les chiffres.

Ainsi, l'insertion de ce revenu de base permettrait, comme son nom l'indique un aspect inconditionnel. De fait, les populations ayant besoin de prestations sociales pourraient éviter de subir toute stigmatisation, et également éviter des contraintes qui les empêcheraient d'être aidées, même si elles se trouvaient dans le besoin. Les partisans considéraient utopique non pas la mise en place du RBI, mais le fait de continuer à vivre dans une société où une partie de la population est exclue.

Quel rapport les gens adoptent-ils face au travail ?

Contre : Un revenu assuré chaque mois pourrait avoir comme conséquence de dissuader la population à travailler. Or, notre système repose sur celles et ceux qui travaillent et à nouveau le

capitalisme serait mis à mal, chacun-e n'étant plus responsable de gagner sa vie. L'idée prônée par les opposant-e-s serait non pas d'encourager les gens à ne pas travailler, mais plutôt d'aider les gens à s'adapter aux changements que provoque l'automatisation, comme la population a dû le faire à chaque révolution industrielle.

Un autre contre-argument évoqué quant à cette initiative mentionne le fait que l'objet va à l'encontre du projet de départ. Etant donné qu'un revenu fixe serait déjà versé, des places de travail pourraient être détruites quand bien même les individus auraient voulu continuer à travailler et les salaires risqueraient de baisser. Ainsi, le RBI rabaisserait la valeur du travail, étant donné que sa valeur se reflète dans le salaire, et l'employeur, détenteur de capital pourrait empocher plus d'argent. Enfin, honorer le travail non salarié, soit le travail du « care », c'est-à-dire s'occuper de sa famille, aurait pour conséquence de proposer aux femmes de rester assignées au foyer, et ainsi, risquer de cimenter une situation sexiste.

Pour : Premièrement, le RBI ne réduirait pas la population active professionnellement : selon un sondage seuls 2% des Suisse-sse-s arrêteraient de travailler avec la mise en place de ce revenu. Ainsi, l'idée première serait de motiver les gens à travailler étant donné qu'ils et elles y cumuleraient les avantages grâce à un revenu salarial et à un revenu de base inconditionnel. La conception du travail pourrait, grâce au RBI être remise à neuf. Beaucoup de tâches sont effectuées sans salaire en retour et constituent un pilier de notre société. Ainsi, un revenu fixe revaloriserait ces tâches et donnerait une place au travail non salarié. De plus, une base financière permettrait aux individus de se lancer dans de nouveaux projets, créant ainsi des forces créatrices et de fait une société dynamique. Il paraît important de noter que l'innovation est essentielle à l'économie.

Enfin, les débats et les informations médiatisées ne cessant de se multiplier, cet article n'a pas la prétention de rendre compte de l'exhaustivité des arguments relatifs à ce débat. Les journaux, radios, réseaux sociaux, et émissions approfondissent encore les arguments mentionnés.

Sources :

- Infrarouge, « Spécial votation - Un revenu pour tous même sans travailler ? », RTS, le 6 avril 2016.
- « Débat sur le RBI », organisé par Alliance Sud, Lausanne, le 5 mai 2016.
- Office Fédérale de la statistique :
<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/03/03/blank/data/00.html>
- Site de la Confédération suisse :
<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/votations/20160605/pour-un-revenu-de-base-inconditionnel.html>
- Image : Mix et Remix, Infrarouge, RTS